

Miimosa lance un fonds de dette pour financer la transition agricole

La plateforme de crowdfunding et crowdlending dédiée à l'agriculture Miimosa lance, avec des partenaires, le premier fonds européen de dette destiné à financer la transition agricole.

Temps de lecture : minute

18 janvier 2022

Au cours des 6 dernières années, la plateforme de financement participatif Miimosa a permis de financer 5000 projets à hauteur de 70 millions d'euros - sous forme de dons avec ou sans contrepartie ou de prêts. Afin de changer d'échelle et de permettre la multiplication des projets, la startup a réuni plusieurs acteurs - Carrefour, l'Ademe, Groupama Méditerranée, la Fondation Daniel et Nina Carasso et le fonds européen d'investissement - au sein d'un fonds de dette de 30 millions d'euros. À terme, celui-ci devrait atteindre les 60 millions d'euros, grâce au soutien "*des institutionnels et des family offices*" , explique Florian Breton, le fondateur de l'entreprise de crowdfunding. L'entrepreneur n'est d'ailleurs pas peu fier d'avoir réussi à attirer le fonds européen d'investissement, "*qui entre rarement dans un premier fonds*" .

Changer d'échelle

Ce fonds a pour ambition de soutenir la transition agricole des grandes exploitations. "*Les fonds d'investissement recherchent à financer des projets qui ont un potentiel de croissance rapide avec un fort bénéfice. Les exploitations agricoles de grande ampleur ne répondent pas à cette logique. Le crédit est plus approprié, c'est un enjeu important pour elles*" ,

met en exergue Florian Breton.

Les dossiers seront envoyés à l'équipe de Miimosa qui analysera les données financières (ebitda, business plan, etc) et les données extra-financières. *“Nous avons développé une méthode de calcul interne qui prend en considération une quarantaine d'items comme le stockage de carbone, les actions et pratiques de réduction de CO2, les mesures de préservation de la biodiversité, etc. Si une entreprise n'a pas, au moins la moyenne, nous ne pourrons pas lui prêter d'argent.”* Dans le cas contraire, l'enveloppe pourra aller jusqu'à 3 millions d'euros, qui seront mis à disposition entre quelques heures et une dizaine de jours. *“Il faudra moins de 5 jours pour les financements inférieurs à 500 000 euros”* , souligne Florian Breton. Le fonds sera géré par la société de gestion France Titrisation, détenue par BNP Paribas.



À lire aussi

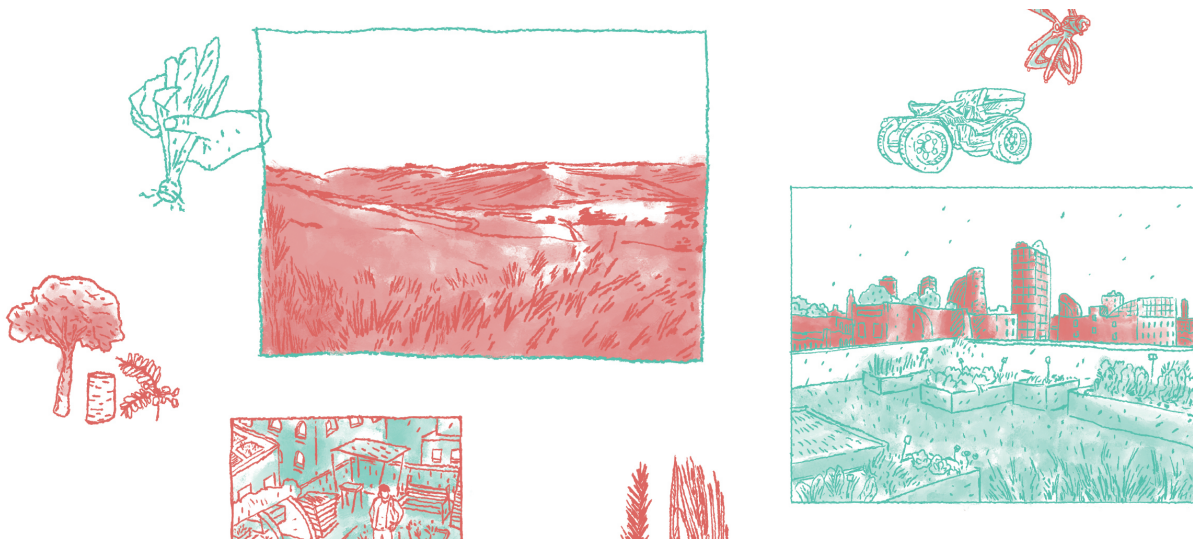
AgriTech : le gouvernement met 200 millions d'euros sur la table

À travers cet instrument financier, 11 axes stratégiques sont visés : contribuer à la sécurité et à la souveraineté alimentaire, assurer la santé humaine, lutter contre le changement climatique et s'adapter, préserver

et produire de la biodiversité, préserver les ressources naturelles, produire des énergies renouvelables, lutter contre le gaspillage et gérer les déchets, assurer le bien-être animal, etc.

Un monde agricole en mutation

“Le monde agricole a beaucoup changé, observe Florian Breton. Les agriculteurs de moins de 45 ans ne sont plus du tout les mêmes qu’il y a 10 ans, de plus en plus d’entre eux se sont lancés hors du cadre familial.” C'est-à-dire qu'ils ne sont pas fils ou filles d'agriculteurs. Longtemps vu comme traditionnel et peinant à sortir de ses propres règles, ce secteur attire pourtant de nombreux citadins en reconversion en quête d'un retour aux racines, en décalage avec la société de consommation. Ces nouveaux agriculteurs ont même un acronyme - les NIMA pour les personnes non issues du milieu agricole.



À lire aussi

Agritech : 7 innovations qui ont réinventé le modèle agricole mondial

“Nous avons également une agriculture très connectée qui se développe depuis quelques années”, note l'entrepreneur. Les données se sont effectivement mises au service des agriculteurs pour les aider à limiter les

traitements, rationaliser les besoins en eau, etc. NeoFarm et sa ferme automatisée de légumes bio préfigure déjà la ferme de demain. À ces deux premiers constats s'ajoute un *“véritable changement de business model avec une diversification des sources de revenus basée sur la transformation des produits, la vente directe, le déploiement d'énergies renouvelables ou encore le stockage de CO2”* .

Les idées sont foisonnantes et multiples mais ont désormais besoin de structure, d'accompagnement et de financements divers pour se développer et essaimer sur tout le territoire et au-delà. Le gouvernement en a également pris conscience, comme en témoigne l'enveloppe de 200 millions d'euros annoncée en août dernier à destination de l'AgriTech.



À lire aussi

AgriTech : la France attire les investisseurs grâce aux insectes

Article écrit par Anne Taffin